

des pâtes d'en déverser dans nos réseaux fluviaux et nos lacs? Pour une fois, soyez fermes.

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, l'industrie des pâtes et papiers a investi 1 milliard de dollars par an pour améliorer ses usines dans les cinq dernières années.

Les nouveaux règlements vont l'obliger à investir de 5 à 7 milliards de plus dans les trois prochaines années, en vue d'éliminer complètement le déversement de dioxines dans les cours d'eau.

Mon ami devrait lire les textes des règlements qui ont été publiés et consulter d'autres personnes que celles qu'il croit ses amis et qui lui donnent une vision partielle de la réalité.

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, dans son article du 24 avril, M. Schindler écrit:

En bref, des centaines de milliers de personnes dans le nord du Canada pourraient être exposées à des niveaux élevés de dioxines, de furanes et d'autres organochlorés. . .

Actuellement, il n'existe aucun règlement sur les émissions de dioxine par les usines de pâtes et papiers. C'est la tragédie assurée si le gouvernement néglige de prendre des mesures efficaces.

Ma question s'adresse au premier ministre, au ministre des Forêts ou à tout autre ministre: quand le gouvernement fixera-t-il des normes sur l'émission de dioxines par les usines de pâtes et papiers, en vue d'éliminer ce danger si répandu pour la santé publique?

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, ma réponse au député est la même que j'ai faite à celui qui a pris la parole avant lui. Ce n'est pas parce qu'on parle fort et qu'on répète des mensonges qu'on finit par avoir raison.

Des mesures ont été prises et des résultats concrets en découleront. Si le député prend la peine de vérifier ce qui s'est produit et qui continuera de se produire grâce au nouveau règlement, il cessera peut-être de susciter des craintes injustifiées et même de nuire à une industrie qui est la pierre angulaire de l'économie canadienne.

Questions orales

• (1430)

LES PÊCHES

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans ou, en son absence, à son suppléant.

Les propositions des pêcheurs concernant les quotas de poisson de fond dans les zones 4X et 5 ont été présentées au ministère des Pêches en février dernier. La semaine dernière, les pêcheurs ont invité les hommes politiques et les fonctionnaires locaux à les rencontrer à Mateghan hier. Il y avait 500 pêcheurs et travailleurs d'usine inquiets, mais pas un seul fonctionnaire du ministère des Pêches.

Le ministre suppléant pourrait-il nous dire pourquoi on a insulté ces pêcheurs, qui ne pêchent plus depuis quelques mois et qui voudraient qu'on leur propose quelque chose, en n'envoyant pas un seul fonctionnaire à la réunion? Le gouvernement les paie assez cher pour en envoyer au moins un.

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, si vous me le permettez, je voudrais répondre à cette question au nom de mon collègue.

Je crois comprendre qu'il y a eu des discussions suivies entre le ministère et les pêcheurs qui sont naturellement alarmés par la situation à South West Nova. Je peux également dire à ma collègue qu'on prend actuellement des dispositions pour que le ministre rencontre les fonctionnaires compétents la semaine prochaine afin de discuter de ces questions et de donner suite aux demandes des pêcheurs.

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Un très grand danger menace actuellement dans le sud de la Nouvelle-Écosse. Hier, des ministres provinciaux, moi-même et d'autres personnes avons rencontré les pêcheurs, mais il n'y avait aucun fonctionnaire. Les pêcheurs souhaitent rencontrer le ministre des Pêches et des Océans. Le ministre actuel assistera ce soir à un dîner Seafood 2000. Je puis vous assurer que pas un pêcheur de cette extrémité de la province n'y sera convié. Je sais que le gouvernement en assume le coût en partie.